

Des grèves et encore des grèves en Belgique et en France : en vain, alors que le monde se dirige vers le Jugement dernier



[Source : arretsurinfo.ch]

[Illustration :

La CGT a aussi appelé à la grève dans l'ensemble des entreprises du secteur de l'énergie. Jusqu'ici, 5 centrales nucléaires étaient concernées, de même que les stockages de gaz d'ENGIE et les raffineries, dont EURACTIV avait déjà fait état ces derniers jours.

(GUILLAUME HORCAJUELO/EPA-EFE)]

Par Gilbert Doctorow

La semaine dernière a été marquée par de nombreux petits conflits sociaux en Belgique, dont le point culminant a été la fermeture massive de tous les transports publics hier. Pourtant, l'inutilité de ces grèves et leur erreur totale d'appréciation de l'atmosphère politique et économique du jour se sont reflétées dans le fait remarquable que la grève de vendredi n'a pas attiré une seule ligne de couverture journalistique dans les deux principaux quotidiens de langue française à Bruxelles, *Le Soir* et *La Libre Belgique*.

Je dis « inutile » parce que le gouvernement est soumis à de fortes pressions financières, ayant à peine récupéré des dépenses extraordinaires liées à la pandémie de Covid, et titubant sous les coûts directs et indirects de son soutien à l'Ukraine, dans lequel il marche au même pas que le reste de l'Union européenne. Dans la mesure où la Belgique était lourdement endettée bien avant ces dernières crises, comme la France, l'Italie, la Grèce et un certain nombre d'autres États de l'UE, elle n'a pas les poches profondes de l'Allemagne pour payer les accords salariaux de compensation de l'inflation pour les travailleurs du secteur public.

Je parle d'erreur d'appréciation, car les dirigeants syndicaux ne voient pas que l'inflation extraordinaire qui motive leurs actions de grève provient de décisions strictement politiques du gouvernement concernant la guerre et les sanctions contre l'Ukraine. En d'autres termes, la solution aux difficultés économiques ne peut venir que de changements dans la politique étrangère et militaire de la Belgique et des autres États membres de l'UE.

Dans le cas présent, alors qu'il existe une menace réelle et immédiate de voir le conflit ukrainien dégénérer en une guerre entre l'OTAN et la Russie,

c'est-à-dire en une troisième guerre mondiale, il incombe aux dirigeants du mouvement ouvrier de reconnaître que la présentation de revendications purement économiques semble, disons, à courte vue.

Je ne veux pas dire que les dirigeants syndicaux belges sont les seuls à ne pas comprendre. Ce n'est pas du tout le cas. En France voisine, l'économie et la vie normale de la grande majorité des Parisiens sont perturbées semaine après semaine par des manifestations de masse contre la réforme de l'âge de la retraite de Macron. Quelles sont les œillères de ces grévistes et de leurs dirigeants ? Le fait que l'âge légal de la retraite en France soit de 64 ou de 62 ans fera-t-il une quelconque différence pour qui que ce soit lorsque l'armement provocateur de l'Ukraine en vue d'une victoire sur la Russie poursuivi par le président Macron se terminera par un échange de missiles nucléaires qui anéantira la majeure partie, voire la totalité, de la population de l'Hexagone ?

Il est temps de cesser d'armer l'Ukraine, de présenter aux deux parties au conflit la demande d'un cessez-le-feu et de négociations de paix qui reviennent aux principes acceptés par Kiev en mars 2022 avant que Boris Johnson ne fasse échouer les négociations en faisant de la poursuite de la guerre une condition préalable à l'aide de l'Occident. Revenir aux projets d'accord de paix de mars signifie reconnaître à l'Ukraine le statut d'État neutre sans bases militaires étrangères sur son territoire. C'est le minimum que la Russie acceptera. D'autres conditions, telles que les frontières définitives de l'État ukrainien, peuvent être réglées beaucoup plus facilement et de manière pragmatique sur la base du territoire détenu par les forces militaires respectives au moment de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Dans la mesure où le règlement se fera par un traité de paix internationalement reconnu, il ne pourra plus y avoir d'échanges de tirs d'artillerie à travers la frontière ni de persécution de civils pour des raisons linguistiques, ethniques, religieuses ou autres, quel que soit le côté de la frontière où ils se retrouveront lorsque la poussière sera retombée.

Je suis pleinement conscient que cette modeste proposition ne réjouira pas les guerriers qui attendent la victoire totale à Kiev ou à Moscou. Mais, comme on dit, une mauvaise paix vaut mieux qu'une bonne guerre, surtout à l'ère nucléaire. J'ajoute à cela une autre condition essentielle pour remédier à la misère économique des Belges, des Français et des autres citoyens de l'UE : dès la conclusion du traité de paix entre l'Ukraine et la Russie, toutes les sanctions imposées à la Russie devraient être levées immédiatement et sans condition.

Source : Gilbert Doctorow
(Traduit de l'anglais)